Ajaccio AIACCIU corse-matin



"On ne doit pas faire de politique sur le dossier des déchets"

Le président de la Capa, Jean-Jacques Ferrara, lève le voile sur des raisons qui contribuent à enliser Ajaccio et une partie de l'île dans la crise des déchets, au moment où sa collectivité est réquisitionnée par le préfet

La Capa vient d'être réquisitionnée par le préfet pour effectuer la mise en balles des déchets s'accumulant en ville afin de les stocker à Saint-Antoine. Est-ce à dire que vous n'avez pas fait ce qu'il fallait ?
Pas du tout. Nous savions depuis plusieurs mois que la Corse allait connaître une nouvelle crise. Nous avions alors proposé au Syvadec de gérer la mise en balles à Saint-Antoine en lui mettant à disposition le site et la presse à balles, puisque la compétence de la Capa, depuis son adhésion au Syvadec en 2013, s'arrête à la collecte et que ce dernier a en charge le traitement, le transport et le quai de transfert. Nous payons 7 millions d'euros par an pour cela. La Capa a aidé le Syvadec à monter le dossier. Avant que ce dernier, par la voix de son président François Tatti, ne demande le retrait de cette demande d'autorisation, pourtant de sa pleine compétence, argumentant sur le "manque de moyens" du Syvadec ne disposant pas de personnels compétents pour une telle tâche. La Capa s'était déjà chargée de la mise en balles en janvier, au moment de la crise précédente, dont nous avions présenté la note de 107 000 € au Syvadec qui n'a d'ailleurs toujours pas été réglée à ce jour. Avec la crise actuelle, la Capa était à nouveau acculée et le Syvadec attendait que nous passions à l'acte. Pour ne pas continuer à faire traîner un dossier urgent, le préfet a décidé, après une discussion efficace et fructueuse avec la Capa, de nous réquisitionner. La situation n'a que trop duré.

Vous avez donc été contraint de "monter" cette procédure d'urgence avec la préfecture ?
Absolument. Le risque sanitaire est évident dans les rues d'Ajaccio, des feux de poubelles sont éteints tous les jours car les riverains en ont assez. Il s'agit de mettre fin à un trouble à l'ordre public. Il n'y a aucune mésentente avec la préfecture, au contraire. Je tiens à remercier le préfet pour sa diligence et sa compétence. La réquisition s'effectuant à nos frais, le Syvadec devra bien sûr rembourser la Capa.

Le Syvadec possède des compétences qu'il n'est pas capable d'honorer et ce n'est pas la première fois qu'il est pointé du doigt dans ce dossier. À quoi joue-t-il selon vous ?
Aujourd'hui, il a fait un appel d'offres visant à la mise en balles et à l'exportation des déchets sur le Continent. Il faut l'accord des deux préfets, celui qui envoie les déchets et celui qui les reçoit mais ce n'est pas gagné. Plus personne ne veut récupérer les déchets des autres, les


"Il faut bien comprendre que généraliser le tri prendra des années. En attendant, il faut construire des unités de tri". / ARCHIVES MICHEL LUCCIONI

centres sont saturés. Et puis cela coûterait de l'argent. Le président du Syvadec cherche à mettre en place des dispositifs dont il sait très bien qu'ils ne fonctionneront pas. Aujourd'hui nous sommes dans la position d'un locataire qui se retrouve avec un trou béant dans le plafond de son appartement mais dont le propriétaire, pourtant en charge de réaliser les travaux, assure qu'il n'y peut rien et que ce n'est pas à lui de payer !

Le Syvadec n'accepte que 70 à 80 % des déchets de la Capa afin qu'ils soient traités chez son prestataire. Pourquoi ?
M. Tatti a décidé d'arrêter d'accepter le tonnage des déchets de la Capa partant à Vico.

Mais Bastia ville et le Grand Bastia envoient également des déchets vers Vico. Pourtant, ces régions comme le reste de la Corse, n'ont pas croulé sous les déchets comme Ajaccio. Comment l'expliquez-vous ?
Face à cet état de fait, j'ai été dans l'obligation d'envoyer un courrier à M. Tatti l'informant de ma volonté d'alerter la population sur ce traitement illégal pénalisant la Capa. Je n'ai pas eu de réponse mais le lendemain il a finalement autorisé l'augmentation du tonnage ramassé sur la Capa. Il s'agit d'un traitement inégal et non justifié.

Quels sont vos rapports avec l'Exécutif sur ce dossier ?
Nous nous rejoignons sur trois points essentiels : nous ne prônons pas l'incinération, nous souhaitons, encourageons et mettons les moyens pour une montée en puissance du tri et nous ne voulons plus pratiquer le tout enfouissement tel qu'il se pratiquait il y a 30 ans. Il faut bien comprendre et admettre que la généralisation du tri prendra des années. En attendant qu'il soit mis en place, que fait-on ? Une seule solution selon nous, la construction d'unités de tri et de valorisation (n.d.l.r. : usine avec des machines effectuant le tri à la place des citoyens).

Ce n'est pourtant pas le chemin emprunté par Agnès Simonpietri et l'Exécutif qui craignent que le tri ne soit occulté…
Si l'orientation politique est mise sur le tri, il n'y a aucune raison que les unités de tri et de valorisation l'empêchent. De plus, ces usines sont modulables avec possibilité de baisser leur rendement parallèlement à la généralisation et à la progression du tri. Elles n'appellent pas à être alimentées comme les incinérateurs et elles seront utiles pendant des années encore. Plutôt que de raisonner à l'échelon régional, de telles usines devraient être installées dans les grands bassins de vie. À Ajaccio, l'usine accueillerait les déchets de la Rive-Sud, du Prunelli, de l'Ornano et de l'Ouest-Corse. Et là, on change la donne.

La Corse a pourtant encore besoin de trous…
Tout à fait, il faut le dire cela aussi. Mais avec les usines de tri, nous passerions de 40 000 tonnes enfouies par an à la Capa à 12 000, tout en faisant progresser le tri et en retirant tous les fermentescibles coupables des nuisances olfactives. À Ajaccio, nous avons le foncier et la volonté politique d'implanter cette unité de tri.

Les raisons de la répétition des crises ne sont-elles que politiques ?
Il y a une opposition politique, c'est évident et nous en souffrons, dans un dossier où l'on ne doit pas faire de politique justement ! Nous sommes là pour rendre un service et pour construire.

PROPOS RECUEILLIS PAR GHJILORMU PADOVANI

